

INFOS SNUEP F.S.U BORDEAUX

26 septembre 2022

Enseignement professionnel : appel quasi unanime à la grève le 18 octobre

Hormis le SGEN-CFDT, toutes les organisations syndicales de l'enseignement professionnel, Education nationale et Enseignement agricole (la CGT Agri, la CGT Educ'action, la CNT-FTE, le SE-UNSA, le SNALC, le SNEP-FSU, le SNES-FSU, le SNFOEP, le SNUEP-FSU, la CGT Enseignement privé, le SNETAA-FO, le SNETAP-FSU, le SNUPDEN-FSU, le SUI-FSU, SUD Agri et SUD Éducation) "appellent à une journée de grève le mardi 18 octobre, point de départ de la mobilisation" pour obtenir le retrait du "projet Macron" de "réforme des lycées professionnels calquée sur le modèle de l'apprentissage".



Elles dénoncent une méthode qui "ne change pas": "aucun bilan de la réforme précédente, aucune concertation en amont de cette annonce brutale et une feuille de route tardive (et floue) (...). Sa volonté de renvoyer la ventilation du volume d'enseignement général au niveau local impliquera une remise en cause du caractère national de l'accès aux formations professionnelles pour les jeunes et des diplômes professionnels." Elles font valoir que l'augmentation du temps des stages "percutera les enseignant-es de matière professionnelle pour qui le président a déjà annoncé un vaste plan de reconversion". Elles ajoutent que "nombreuses sont les entreprises qui ne peuvent pas proposer (aux élèves) l'intégralité des plateaux techniques et des activités développées dans les lycées professionnels".

Elles dénoncent également la demi-journée "avenir", "imposée" au lieu de "renforcer les missions et le nombre de personnels d'orientation". Elles admettent que "la carte des formations doit évoluer", mais sans "se restreindre à la seule mise en adéquation avec les besoins économiques immédiats et locaux des entreprises". Lire le communiqué à la page 2.

Vœu Voie professionnelle présenté au Comité technique ministériel du 23 septembre.

Le projet de réforme des lycées professionnels calqué sur le modèle de l'apprentissage représente des dangers avérés pour l'avenir des élèves, de nos métiers, de nos établissements. Nous refusons cette vision étriquée de leur formation professionnelle initiale scolaire où les contenus et les horaires disciplinaires seraient largement amputés. Les impacts sur les postes, les conditions de travail de l'ensemble des personnels et sur les statuts seraient catastrophiques.

Nos organisations exigent l'abandon de ce projet de réforme.

Pour nos organisations syndicales FSU, UNSA, FO, CGT, SNALC la voie professionnelle doit être renforcée et bénéficier d'un vaste plan d'investissement notamment par une augmentation du nombre de personnels, la mise en œuvre d'équipes pluri-professionnelles complètes, un vaste plan de recrutement adossé à une formation solide et une véritable revalorisation salariale.

LYCÉE PRO : EN GRÈVE LE 18 OCTOBRE POUR LE RETRAIT DU PROJET MACRON



Le président Macron persiste à vouloir imposer aux personnels sa réforme des lycées professionnels calquée sur le modèle de l'apprentissage. C'est un exemple révélateur que la méthode ne change pas : aucun bilan de la réforme précédente, aucune concertation en amont de cette annonce brutale et une feuille de route tardive (et floue) alors même que des décisions lourdes de conséquences sont en préparation.

L'augmentation du nombre de semaines de stage impliquera moins de semaines d'enseignement dans nos lycées. Si le président a enfin concédé à dire que l'enseignement général doit rester une composante de la formation des jeunes, il l'a évoqué surtout à l'aune de disciplines qui seraient « fondamentales ». Les langues vivantes, l'éco droit, l'éco gestion, les arts appliqués, l'EPS, la PSE seront-elles considérées comme fondamentales et les postes des collègues concernés préservés ? Sa volonté de renvoyer la ventilation du volume d'enseignement général au niveau local impliquera une remise en cause du caractère national de l'accès aux formations professionnelles pour les jeunes et des diplômes professionnels. Nos organisations syndicales sont fermement attachées au principe d'égalité de notre école républicaine et revendiquent le maintien d'une grille horaire nationale pour toutes les filières professionnelles. Elles revendiquent aussi une dimension émancipatrice de la formation des jeunes à laquelle participent toutes les disciplines.

Cette diminution du temps scolaire percutera aussi les enseignant·es de matière professionnelle pour qui le président a déjà annoncé un vaste plan de reconversion. L'expérience vécue dans ce domaine par nos collègues de Gestion-Administration nécessite des engagements fermes du ministère pour permettre de vraies reconversions et se donner les moyens d'une vraie politique RH. Nos élèves sont contraints par les lieux de stages. Nombreuses sont les entreprises qui ne peuvent pas leur proposer l'intégralité des plateaux techniques et des activités développées dans les lycées professionnels pourtant indispensables à l'obtention de leur diplôme.

Il veut imposer dès la 5ème de collège un dispositif « Avenir » consistant à dédier une demi-journée par semaine pour découvrir les métiers et les entreprises. Pour nos organisations il faut renforcer les missions et le nombre de personnels d'orientation et préparer les collégiens à tous les parcours d'orientation sans exception.

Oui la carte des formations doit évoluer, nous le portons haut et fort depuis des années. Pour nos organisations elle doit évoluer dans l'intérêt général du pays au prisme des grands enjeux écologiques, de la prise en charge du Grand âge, de la nécessaire réindustrialisation, du numérique... D'aucune façon, son « évolution » ne doit se restreindre à la seule mise en adéquation avec les besoins économiques immédiats et locaux des entreprises : chaque jeune, quel que soit le lieu géographique de son lycée professionnel, doit pouvoir trouver la formation de son choix.

Pour nos organisations syndicales la CGT Agri, la CGT Educ'action, la CNT-FTE, le SE-UNSA, le SNALC, le SNEP-FSU, le SNES-FSU, le SNFOEP, le SNUEP-FSU, la CGT Enseignement privé, le SNETAA-FO, le SNETAP-FSU, le SNUPDEN-FSU, le SUI-FSU, SUD rural et SUD Éducation, l'urgence est de renforcer les lycées professionnels et de donner plus de temps et de moyens aux personnels pour faire réussir tous les élèves. **La réforme est à l'opposé de nos ambitions, c'est pourquoi nos organisations appellent à une journée de grève le mardi 18 octobre, point de départ de la mobilisation pour obtenir le retrait de ce projet.** Montreuil le 23 septembre.

Pour les salaires, les pensions, les bourses d'études, les minima sociaux : en grève le 29 septembre !

En grève le 29 septembre !



Pour les salaires et la justice sociale et écologique, luttons !

Les mesures gouvernementales annoncées sur le pouvoir d'achat sont en dessous de la situation de paupérisation de la population. La loi votée cet été se contente de poser quelques rustines et, (...) [Lire la suite](#)

Adhésion



- **En ligne : je règle ma cotisation par CB :** Je complète le [formulaire en ligne](#) et j'ajoute ma cotisation sur le site sécurisé.
- **Par chèque :** Je remplis mon [bulletin d'adhésion en ligne](#), je l'imprime et je l'envoie par courrier avec le paiement en chèque (1, 2 ou 3) à ma section académique ou au SNUEP-FSU, 38 rue Eugène Oudiné, 75013 Paris
- **Par prélèvement :** Je télécharge le [bulletin d'adhésion](#) ci-dessous, je le complète et je l'envoie avec un RIB à ma section académique ou au SNUEP-FSU, 38 rue Eugène Oudiné, 75013 Paris.

●

Du 1^{er} au 8 décembre,
► **FAISONS ENTENDRE NOTRE VOIX** ◀
avec les syndicats de la FSU

